Dossier CRAS 24 octobre 2026*

^^^^^^^^^^^^^^^^^^

Retour sur la manifestation du 17 octobre 2026 à Limoges

Sommaire :

Pages 1 à 3 : « 17 octobre 2026 à Limoges : ambiance insurrectionnelle » article extrait du site limousin : https://labogue.info/spip.php?article2602

Pages 4 à 5 : *Qui sont les incendiaires ?* Communiqué du Syndicat de la Montagne limousine.

Pages 5 à 6 : Communiqué en provenance du Plateau de Millevaches signé par le Plateau et ses proxys

*Documents archivés au CRAS

^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^

17 octobre 2026 à Limoges ambiance insurrectionnelle

Publié le 20 octobre 2026 | Mise à jour le 22 octobre


Mairie de Limoges

Le samedi 17 octobre 2026 était annoncé depuis quelques temps comme une date pouvant réunir de nombreuses personnes en colère contre la situation sociale, économique et politique actuelle. Un des sites appelant à se mobiliser pour cette date affirmait : « Gilets jaunes, Gen Z, Indigné·es, paysan·nes, pompier·es, ouvrier·es, profs, soignant·es, défenseur·euses du climat, habitant·es des quartiers, retraité·es : le samedi 17 octobre, partout, nos luttes s'organisent, nos revendications s'expriment et nos solidarités se construisent. » [https://17octobregiletjaune.net/]

À Limoges, trois rendez-vous étaient fixés (à 10h, un blocage du rond-point de la Valoine, à Feytiat, à 11h un rassemblement Place Denis-Dussoubs, et à 14h une manif au départ du carrefour Tourny).

À 14h, au carrefour Tourny, on s'est vite aperçu qu'on était très nombreu · ses, et que la journée serait certainement animée. Mais on était loin de s'imaginer ce qui allait se passer.

Réunissant des gens de tous horizons, la manif s'est élancée joyeusement jusqu'au bout de l'avenue Jean-Gagnant, où de premières frictions avec la police ont eu lieu. Gaz lacrymogènes d'un côté,

pierres de l’autre, un point de fixation s’est créé à ce niveau-là, la police bloquant le côté de la rue du Port de Naveix qui mène directement à l’autoroute A20.

Tandis que l’affrontement se densifiait progressivement, une grande partie de la manif continuait son chemin en prenant la rue du Port de Naveix de l’autre côté, jusqu’au croisement du Pont Neuf. Là, tout le monde a compris peu à peu qu’il valait mieux faire demi-tour et rejoindre celles et ceux qui tentaient de franchir les barrages de la police.

Au croisement de l’avenue Jean-Gagnant et de la rue du Port de Naveix, l’émeute a agrégé de nombreuses personnes, la détermination de la foule a fait reculer la police à tel point qu’une voiture de police a été abandonnée sur place, et incendiée.

Le cortège a continué son avancée peu à peu, érigeant plusieurs belles barricades, jusqu’à s’installer sur l’autoroute, faisant fuir les policiers, qui sur l’autoroute ont à nouveau abandonné trois véhicules, tous incendiés. Une partie de leur équipement a également été subtilisé. Tout ça, dans la joie et l’allégresse, sans aucune distinction entre "vilains casseurs" et "gentils manifestants". Plusieurs milliers de personnes étaient là, à bloquer l’autoroute en toute tranquillité. D’ailleurs, si l’autoroute a été occupée par les manifestant·es pendant environ deux heures, elle aurait pu être bloquée pendant bien plus longtemps, puisqu’il n’y avait plus aucun flic à l’horizon. C’est l’envie d’autre chose qui a fait que la manifestation a repris son chemin en retournant en ville. Direction la mairie !

À la mairie, la foule a fait bloc à nouveau, des fenêtres ont été brisées, les murs ont été tagués ("ACAB" et A cerclés, surtout), et le feu est parti du rez-de-chaussée à gauche de l’édifice, semble-t-il dans la salle du Conseil municipal. Sur le square Jacques-Chirac, face à la mairie, la foule était enthousiaste de voir ce lieu du pouvoir s’enflammer. Deux voitures de la police municipale y ont été incendiées, et pour tenter de gâcher l’ambiance la police a brûlé un des arbres du square Jacques-Chirac (un palet de lacrymogène lancé par la police est tombé pile au sommet de cet arbre taillé). La mairie commençait à brûler, et des milliers de personnes étaient là, juste devant la mairie à crier "À bas l’État, les flics et les fachos" après qu’une Marseillaise a été entonnée (plutôt en mode réjouissance révolutionnaire que pour s’apitoyer sur le sort de l’Hôtel de Ville), mais aussi sur tout le croisement faisant face à la mairie, sur l’avenue Baudin et sur les remparts de la place Haute-Vienne.

Après au moins une heure d’occupation du square Jacques-Chirac, la police anti-émeute a refait son apparition d’un coup, noyant le square de gaz lacrymogène, mettant ainsi fin aux festivités municipales. Plusieurs groupes sont alors partis en petits cortèges, principalement par le boulevard Gambetta, mais aussi par le boulevard Louis-Blanc et la rue Haute-Vienne, plusieurs groupes se retrouvant et s’entre-mêlant du côté de la rue Jean-Jaurès. Si les attaques visant la préfecture ont été repoussées par la police (tout comme du côté du commissariat de la Bastide, au nord de la ville), la thématique de la vie chère a pris le dessus en cette fin d’après-midi. Plusieurs magasins de la rue du Clocher ont eu leurs vitrines brisées et ont été pillés : Orange, Foot Locker, Lacoste. D’autres ont probablement été attaqués aussi, puisque même la Fnac aurait été en partie pillée lors des affrontements du côté de la préfecture. Soyons clair·es : tous les magasins visés étaient des enseignes du grand capitalisme.

Vers 19h, l’ambiance insurrectionnelle a commencé peu à peu à se dissiper. Le centre-ville subissait les agressions de flics qui tournaient et tentaient de reprendre la main sur une situation qui leur avait échappé pendant environ cinq heures. On a appris le lendemain par médias interposés que dix-sept

personnes (dont sept mineur · es) auraient été interpellées, probablement pendant la soirée. La solidarité devra continuer dans les tribunaux.

Place de la République, le grand panneau touristique « Limoges – le feu créatif » était détourné en « Limoges – voitures de keufs, mairie… le feu créatif » et résumait en quelques mots l'ardeur de cette belle journée limougeaude.

Toutefois, dès le soir du 17 octobre, comme d'habitude en de telles circonstances, les médias ont parlé de "casseurs infiltrés" au sein de manifestations pacifiques. La vérité est pourtant simple : la police était mobilisée et dispersée partout sur le territoire hexagonal. Elle a été dépassée par les événements dans de nombreuses villes, à Limoges comme ailleurs. Dépassée par le nombre, la détermination, la solidarité, la mobilité et l'inventivité des manifestant · es. Si tout le monde n'a pas "cassé", tout le monde a participé à cette journée de lutte, en toute complicité. La rage contre le contrôle de l'État sur nos vies et contre l'exploitation capitaliste, les aspirations pour une société plus juste où les mots "Liberté, égalité, fraternité" veulent dire quelque chose de concret et ne sont pas de simples étiquettes républicaines derrière lesquelles des politicien · nes peuvent se cacher, tout cela est partagé par de plus en plus de gens. C'est aussi pour ça que l'État crée toujours plus de lois sécuritaires et répressives, comme la loi "casseur-payeur" qu'il nous concocte actuellement.

Les médias et les politicien · nes de tous bords tentent aussi de réduire l'identité des manifestant · es à quelques catégories stigmatisées de personnes, principalement la fameuse "ultra-gauche" et les "délinquants de banlieue". À Limoges comme ailleurs, il y avait plein de gens, de toutes origines, de tous âges, de tous genres. Oui il y avait des anarchistes (pas tou · tes en mode black bloc, d'ailleurs), oui il y avait des jeunes des quartiers populaires (pas tou · tes en mode pillage, ni forcément jeunes d'ailleurs), mais l'ensemble des manifestant · es présent · es est impossible à résumer en quelques mots, on pourrait ajouter : Gilets jaunes, autonomes, militant · es communistes et écolos, teufeur.euses, punks, queers, paysan · nes, motard · es, retraité · es, lycéen · nes, étudiant · es, travailleur · es du public ou du privé, intérimaires ou en CDI, chômeur · euses involontaires ou professionnel · les, galérien · nes de tous bords, et j'en oublie forcément !

Tout ce monde-là, révolté et éreinté par manque de thunes et/ou par trop de travail, a bougé toute la journée avec entraide au-delà des étiquettes ou identités supposées des un · es et des autres. Pour soigner les blessé · es, pour éloigner les lacrymos, pour distribuer du sérum physiologique ou des masques, pour se ravitailler en eau et en bouffe, pour gérer la panique quand la foule est tentée de courir dans tous les sens, pour se parler entre inconnu · es, se tenir ensemble autrement que par des slogans de partis politiques qui sentent l'arnaque à plein nez.

Alors que tout le petit monde politicien pleurniche sur le sort de la mairie de Limoges et tente de faire diversion sur les aspects pré-insurrectionnels de ce 17 octobre, souvenons-nous que les lieux de pouvoir ont toujours été des cibles pour les révolutionnaires et pour la population en colère, que ce soit lors des prémices de la Révolution française, pendant la Commune de Paris, pendant Mai 68 (incendie de la Bourse de Paris, notamment), et même plus récemment, par exemple lors de la révolte des Gilets jaunes de 2018-2019 et pendant celle qui a suivi la mort de Nahel Merzouk en juin-juillet 2023.

"Ensemble tout devient possible, si on est là, si on le veut." [https://youtu.be/-OILMUvmn2g]

Valaki, le 18 octobre 2026

^^

De : Syndicat de la montagne limousine <info@listes.syndicat-montagne.org>
Date : Communiqué du 22 octobre 2026

QUI SONT LES INCENDIAIRES ?

Ce 17 octobre marquera la date d'un réveil salutaire. Dans les rues, 800 000 personnes se sont spontanément, joyeusement, éveillées de l'anesthésie provoquée par les coups de massue méthodiquement assénés par les différents dirigeants se relayant au pouvoir ces dernières années. Il y eut le soulèvement des Gilets Jaunes, les millions de manifestant·es contre la réforme des retraites imposée à coup de 49.3, les grandes mobilisations contre l'accaparement de l'eau à Sainte-Soline réprimées dans le sang, la rage et la douleur qui explosent après la mort de Nahel, la négation des urnes qui avaient pourtant porté le front populaire en tête des législatives en 2024. À tout cela, une seule réponse en retour : le mépris et la matraque.

Ce 17 octobre nous étions présent·es à Limoges et ce que nous avons vécu, c'est d'abord une grande et profonde respiration, un afflux de sang neuf dans nos organismes engourdis, un sentiment de puissance collective inouïe. La Gen Z avait clamé son droit à un avenir, elle a été rejointe par une foule compacte, résolue à ne pas se laisser contenir puis ignorer. Travailleurs·ses, Gilets Jaunes, lycéen·nes et étudiant·es, militantes écologistes, venu·es des quartiers, des lotissements, des villages, ont avancé ensemble, déterminées, pour protester contre la vie chère, les conditions d'études, le dépeçage des services publics, la paupérisation des paysan·nes, l'abandon des habitant·es des quartiers populaires, et tant d'autres choses qui font que la vie n'est plus vivable. Faut-il vraiment encore exposer les raisons de la révolte ? C'est simplement que chaque jour les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent.

Nous apportons notre soutien aux commerçants indépendants victimes collatérales de l'explosion sociale, nous y comptons des ami·es, et savons que certain·es comprennent la colère, car ils et elles connaissent aussi ce régime d'humiliation et la vie rendue impossible par l'envolée des coûts et la précarisation générale. Nous entendons la tristesse de beaucoup à voir un monument du patrimoine commun des Limougeauds qui part en fumée. Mais ne nous y trompons pas, ce n'est pas « la maison commune » qui a été ciblée, mais bien « chez Guérin », incarnation locale de ce pouvoir tant détesté.

Sur ses cendres encore chaudes, nous avons vu M. Guérin récupérer l'émotion des Limougeaud·es, au profit d'un narratif sécuritaire ne servant que ses ambitions personnelles, ravi d'une éphémère heure de gloire médiatique et s'empressant de montrer du doigt un coupable attendu. Voilà donc que resurgit le spectre de l'ultragauche repliée sur plateau de Millevaches… Cela aurait pu nous faire rire si les conséquences de cette manipulation n'étaient pas si funestes. M. Guérin connaît sans doute peu de chose du plateau de Millevaches, nous qui y vivons et y sommes attachées, savons ce qu'il est : une terre d'accueil, de solidarité, de résistance. Trois mots qui font frémir d'horreur ceux qui se retranchent derrière « la République » quand ils ne défendent que l'État et l'ordre capitaliste patriarcal, qui la brandissent comme un fétiche alors que, réactionnaires de toujours, ils auraient

sans nul doute fait charger la troupe contre les émeutiers du 14 juillet 1789.
Nous n’avons pas l’indignation sélective. Nous sommes déjà à des niveaux d’indignation qui confinent à l’étouffement. Et il nous est insupportable, comme à beaucoup, de voir une poignée de politiciens opportunistes exploiter la tristesse des Limougeauds et le désespoir des commerçants pour lancer une nouvelle campagne de stigmatisation des minorités, de haine de la jeunesse et de mépris des déshérité·es.

S’il y a un parti du chaos, c’est celui de ceux qui s’acharnent dans une obstination marchande à détruire tout ce qui rend ce monde habitable. Ceux qui bétonnent, empoisonnent, bombardent. Ceux qui exterminent les oiseaux, les insectes, les poissons. Ceux qui haïssent les femmes, les étrangers, les LGBTQIA+, les autres.
S’il y a des pilleurs, ce sont ceux qui éventrent la Terre à la recherche de tout minerai sonnant et trébuchant, qui pompent l’eau des nappes phréatiques pour la déverser dans des méga-bassines, qui expulsent et colonisent.
S’il y a des camps d’entraînement à la colère populaire, ce sont les lycées insalubres, les usines à chagrin, les bidonvilles des métropoles, les barbelés aux frontières, les maigres heures de repos kidnappées par les écrans de Bolloré.

Nous, habitant·es du plateau de Millevaches réuni·es au sein du Syndicat de la Montagne limousine, refusons de voir le territoire où nous vivons, nos combats, nos propres vies instrumentalisées une nouvelle fois pour détourner l’attention de l’immense colère sociale qui se lève. Oui nous en sommes, chacun·e à notre manière, mais elle n’a besoin que d’elle même pour avoir envie de tout renverser. Et nous savons que c’est cela qui inquiète au fond, que la colère s’organise bien au-delà des suspects habituels.

Depuis la Montagne limousine,

^^

De : fendlabise
Date : vendredi 23 octobre 2026 à 08:41
Reçu ce communiqué qui est une véritable bulle d'oxigène.

Nous étions plus d'une centaine à nous réunir ce mercredi 21 octobre au soir, venu·es de ce qu'on appelle le Plateau de Millevaches et de ses alentours.

Nous dénonçons la stigmatisation et la criminalisation de tout un territoire, de toute une population. De la supposée « ultra-gauche » aux nouvelles classes dangereuses, de LFI aux « jeunes des quartiers » : c'est désormais toute opposition qui est désignée
comme « ennemi de l'intérieur ».

Nous étions nombreux·ses à être dans la rue ce samedi 17 octobre, certain·es à Limoges, d'autres à Guéret, d'autres à Tulle ou ailleurs.

Nous y avons partagé lesrevendications et la colère de milliers de personnes, en premier lieu de la jeunesse, mais en réalité, de toute la population.
Une population qui est désormais à bout et qui, face au mépris et à la violence de l'État, exprime sa révolte.

Nous condamnons la mise en équivalence indécente entre la dégradation de biens matériels et les destructions de nos vies par dix ans de macronisme et plus de trente ans
de contre-réformes.

Nous condamnons la mise en équivalence indécente entre la dégradation de biens matériels et les manifestant·es asphyxié·es, insulté·es, battu·es, éborgné·es, mutilé·es, et tué·es.

Nous affirmons par avance notre solidarité avec toutes les personnes poursuivies, verbalisées, sanctionnées, punies pour avoir eu le courage de relever la tête.

Nous refusons d'être les boucs-émissaires d'une politique de division, de haine et de destruction.
Une politique qui a pour seul horizon la guerre.

La République ce n'est ni le buste de Marianne, ni la mairie de Limoges, ni les boutiques Lacoste.
C'est la population qui vit, travaille, pense, aime, chante, souffre,
angoisse... et parfois se soulève. Que nous le voulions ou non, que le gouvernement l'accepte ou non : la République, c'est nous.

Le plateau de Millevaches vous emmerde.

Nous serons dans la rue le 24 octobre et les jours suivants.
Signé : le Plateau et ses proxys